

ELECTIONS LEGISLATIVES — 3^e CIRCONSCRIPTION

MADAME, MADEMOISELLE, MONSIEUR,



Je tiens à remercier les 24 782 électrices et électeurs qui m'ont apporté leurs suffrages dès le premier tour de scrutin.

Vous constatez que les Socialistes n'ont pas atteint l'objectif qu'ils s'étaient fixé. Ils ne sont pas le Premier Parti Politique Français.

MALGRE TOUT LA PARTIE N'EST PAS GAGNEE.

Mais nous, nous savons ce que nous voulons :

- Garder notre Liberté dans une vraie Démocratie ;
 - Sauvegarder l'Indépendance Nationale ;
 - Un Enseignement Libre ;
 - Liberté et Droit au Travail aussi bien pour le Cadre que pour l'Ouvrier ;
 - Refuser l'Etatisation ou la Municipalisation des Sols ;
 - Refuser la Nationalisation du Crédit et de la Médecine ;
 - Pas d'abstention ;
 - Ne pas laisser prendre des mesures irréversibles ;
-
- Si vous voulez voter utile ;
 - Si vous voulez que vos propositions soient prises en considération par un Député uniquement attaché à sa Circonscription ;
 - Si vous voulez le maintien de la Démocratie en France ;
 - Si vous voulez que dans votre Circonscription vos demandes aboutissent ;
 - Si vous voulez, enfin, que la France demeure un Pays où il fait bon vivre, que ce Pays reste cette terre d'accueil tant appréciée, et que les Français soient fiers d'être Français,

**LE 19 MARS PROCHAIN, APPORTEZ-MOI MASSIVEMENT VOS SUFFRAGES
POUR LA PAIX SOCIALE,
POUR L'INDEPENDANCE NATIONALE,
POUR LE PROGRES ECONOMIQUE DANS LA CONFIANCE,
POUR LA LIBERTE,**

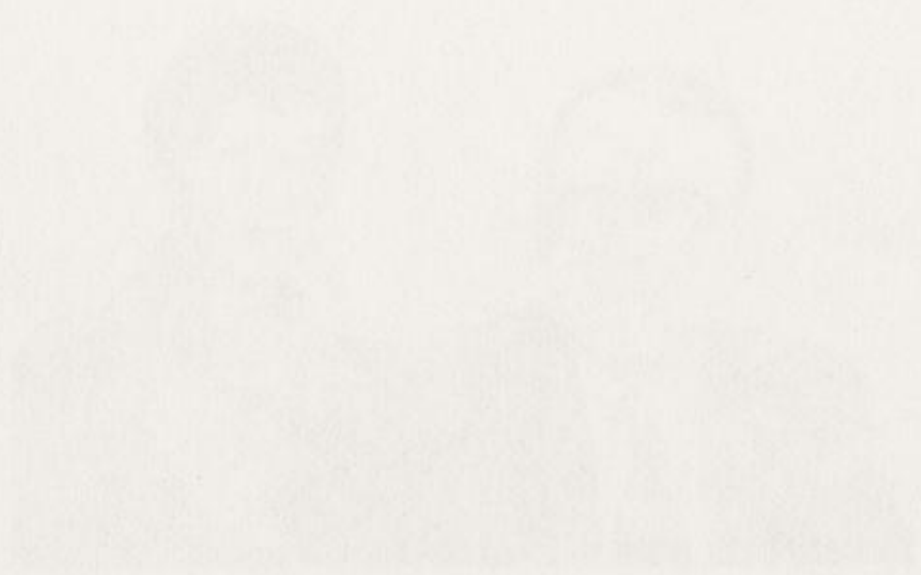
Votez Gérard GODON - R P R

**Candidat d'Union de la Majorité
Député, Conseiller Général**

Suppléante : France BECH Assistante Sociale

RECHERCHES DE LA COMMISSION DE LA VÉRITÉ

LE COMITÉ DE LA VÉRITÉ



Le Comité de la vérité a été créé en 2006 par le Parlement canadien pour enquêter sur les violations des droits de la personne commises par le gouvernement fédéral et les provinces au cours de la période de 1960 à 1982.

Le Comité a pour mandat de recueillir les témoignages des victimes, de mener des enquêtes et de publier des rapports sur les violations des droits de la personne.

Le Comité a également pour mandat de promouvoir la réconciliation entre les victimes et le gouvernement fédéral.

Le Comité a été créé en vertu de la Loi sur le Comité de la vérité, qui a été adoptée par le Parlement canadien en 2006.

Le Comité a pour mandat de recueillir les témoignages des victimes, de mener des enquêtes et de publier des rapports sur les violations des droits de la personne.

Le Comité a également pour mandat de promouvoir la réconciliation entre les victimes et le gouvernement fédéral.

Le Comité a été créé en vertu de la Loi sur le Comité de la vérité, qui a été adoptée par le Parlement canadien en 2006.

Le Comité a pour mandat de recueillir les témoignages des victimes, de mener des enquêtes et de publier des rapports sur les violations des droits de la personne.

Le Comité a également pour mandat de promouvoir la réconciliation entre les victimes et le gouvernement fédéral.

Le Comité a été créé en vertu de la Loi sur le Comité de la vérité, qui a été adoptée par le Parlement canadien en 2006.

Le Comité a pour mandat de recueillir les témoignages des victimes, de mener des enquêtes et de publier des rapports sur les violations des droits de la personne.

Le Comité a également pour mandat de promouvoir la réconciliation entre les victimes et le gouvernement fédéral.